



[The Democratic Republic of Congo's M23 rebel group declared an end to its 20-month rebellion on Tuesday and said it was ready to disarm and demobilize troops and pursue a political solution to end the crisis in the east of the country. The M23 declaration was issued hours after government forces drove the rebel fighters out of their last two strongholds at around 3 a.m (7.00 p.m EDT) on Tuesday. African leaders had urged the group to renounce their rebellion to allow the signing of a peace agreement with President Joseph Kabila's government.]

BURUNDI :

Burundi : le leader historique des FNL veut être rétabli à la tête de son parti

Par RFI/mardi 05 novembre 2013

Au Burundi, Agathon Rwaswa, le leader historique des ex-rebelles des FNL, de retour d'exil après trois années de clandestinité, semble acculé par le pouvoir burundais. Il vient donc d'envoyer une pétition au président burundais Pierre Nkurunziza, pour qu'il soit réhabilité au poste de président du FNL. Et . Et d'après le document parvenu à RFI, cette pétition a rencontré un certain succès.

Au total, Agathon Rwaswa a recueilli 67.297 signatures, un record inégalé dans ce pays. Il s'agit selon ses proches, de militants du parti FNL, intellectuels ou simples paysans, cadres du parti ou anciens combattants de l'ex-rébellion hutue. Tous ont décidé de mettre de côté leur fierté et s'en sont remis à son principal adversaire pour ne pas dire à celui qu'ils considèrent comme son pire ennemi, le président burundais Pierre Nkurunziza.

Il faut dire qu'ils n'avaient pratiquement plus le choix, car le temps presse. A moins de deux ans des élections générales de 2015 au Burundi, le FNL est aujourd'hui dirigé par un homme accusé d'être sous la coupe du parti au pouvoir Agathon Rwaswa est interdit de meeting politique : le leader historique des FNL et ses partisans demandent donc au président burundais de le « rétablir » à la tête de son parti, de libérer tous les prisonniers politiques mais aussi, de mettre fin aux restrictions de mouvement qui frappent Agathon Rwaswa.

Quelle sera la réponse du président Pierre Nkurunziza ? Agathon Rwaswa espère que celui-ci va opter pour un combat à la régulière lors de la présidentielle de 2015.

Burundi : lancement de la campagne "Ne touchez pas au consensus d'Arusha" par la société civile
(Xinhua)/05.11.2013

Plus de 500 associations et organisations de la société civile du Burundi ont lancé lundi une campagne qu'elles ont baptisée "Ne touchez pas au consensus d'Arusha" pour demander au gouvernement de ne pas réviser la Constitution actuelle issue de l'Accord d'Arusha de 2000 sans une consultation et une concertation élargies à toutes les couches de la population.

"Nul ne saurait jeter cet accord ou le remettre en cause ni en tout ni en partie, à moins que l'on ait une courte mémoire", a indiqué Vital Nshimirana, président du Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC) qui regroupe 519 associations et organisations au cours d'une conférence de presse.

Ces associations et organisations ont rappelé que l'Accord d' Arusha pour la Paix et la Réconciliation a été négocié et conclu dans un contexte particulier de l'histoire du Burundi et ce après que des milliers de burundais aient laissé la vie dans les différents conflits que le pays a connus avant cet Accord.

Pour ces associations et organisations, la Constitution actuelle ne saurait donc être révisée sans que tous les acteurs de la société puissent légitimement y apporter leurs contributions citoyennes.

Elles demandent alors qu'il y ait nécessairement un débat préalable sur le principe et les modalités de la révision de cette constitution afin qu'elle rassure tous les citoyens burundais et qu'elle ne comporte aucune spéculation.

Elles redoutent, au cas contraire, qu'il y ait retour à une exclusion et à un arbitraire qui réveilleraient les démons de la guerre que l'Accord d'Arusha avait écartés.

Le pouvoir de Bujumbura parle d'amendements de certaines dispositions de cette constitution pour préparer les élections de 2015 mais d'aucuns pensent plutôt à une révision de cette dernière en prélude à ces élections mais redoutent la vitesse effrénée du gouvernement de le faire et unilatéralement.

RWANDA :

Rights Group Condemns Uganda's Return of Rwandan Refugee
November 04, 2013/voanews.com

An international human rights group is condemning Uganda for forcibly returning a Rwandan refugee to his home country.

Human Rights Watch said Monday it is "unconscionable" that Uganda turned over Joel Mutabazi, a former bodyguard for Rwandan President Paul Kagame.

Uganda's government has said the police officer who arrested Mutabazi and handed him over to Rwanda last week made a mistake.

Human Rights Watch says Mutabazi had survived an attempted abduction in Uganda in August as well as an assassination attempt last year, both by unknown assailants. It said the Ugandan police had agreed to provide him with 24-hour security.

Uganda granted Mutabazi refugee status in 2011. Rwanda accuses Mutabazi of engaging in terrorism and has issued an international arrest warrant for him.

Rwanda hosts conference to discuss ICT agriculture

Tue, November 5th/Selipha Kihagi/humanipo.com

The Ministry of Youth and ICT in collaboration with the Ministry of Agriculture and Animal Resources in Rwanda is hosting a five day global conference to discuss the use of ICT in the agriculture sector.

The New Times reports at least 400 people are expected to attend the conference being hosted in collaboration with the Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA), a joint international institution of the African, Caribbean and Pacific states.

Michael Hailum, the CTA director, said: "Participants from these countries are going to share their experiences and we hope that this network will help in promoting ICT solutions in all these countries."

He said CTA is seeking to have people learning the benefit of ICT in improving agricultural productivity and by extension improve people's lives.

The conference aims to focus on policy development and advocacy, with delegates discussing how increased investment and adoption of ICT in the agricultural sector will contribute to improved value chains.

In parallel with the event, IT developers will be challenged to create applications to address specific agricultural issues through a hackathon.

Those attending will discover and experience innovations, mobile applications and cutting edge ICT solutions on the first day of the conference, with visits to key ICT and agriculture projects on the last day (Friday)

RDC CONGO :

Le gouvernement crie "victoire totale" sur le M23

Par FRANCE 24 (texte)/05/11/2013

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a affirmé mardi avoir remporté une "victoire totale" sur la rébellion du M23. De son côté, l'armée qui combattait les rebelles dans leurs derniers retranchements n'a pas encore confirmé.

Serait-ce la fin du M23 ? Au terme de plusieurs jours de violents combats, le gouvernement de la RD Congo a annoncé, mardi 5 novembre au matin, qu'une "victoire totale" avait été remportée sur la rébellion du M23. De son côté l'armée, qui encore lundi était engagée dans d'intenses combats,

n'a pas confirmé "pour l'instant" ce succès.

"Les derniers résidus du M23 viennent d'abandonner leurs retranchements de Chanzu et Runyonyi sous la pression des FARDC, qui viennent d'y entrer", a indiqué Lambert Mende, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement congolais dans un texto reçu par une journaliste de l'AFP vers 06h20 [04h20 GMT] à Kiwanja, localité proche du dernier carré rebelle dans l'est du pays.

Pas de confirmation de l'armée

Interrogé par l'AFP, le général Lucien Bahuma, commandant de l'armée pour le Nord-Kivu, la province de l'est du pays, où est née la rébellion en avril 2012, s'est montré plus prudent: "Je ne peux pas vous confirmer pour l'instant".

Même réaction chez un autre officier des Forces armées de la RDC [FARDC] : "je ne peux pas encore vous confirmer", a-t-il indiqué, "mais on vient de me dire que le M23 a pris la poudre d'escampette".

"Ils ont brûlé 42 véhicules et leurs dépôts de munitions ; ils se sont dispersés dans tous les sens, chacun pour soi et Dieu pour tous. Les combats ont duré toute la nuit", a-t-il ajouté.

Selon Lambert Mende, les derniers rebelles ont "fui pour la plupart vers le Rwanda" voisin.

Depuis la prise de leur fief et Bunagana, dernière place forte à la frontière avec le Rwanda, les rebelles s'étaient retirés sur trois collines des environs, dans les montagnes aux confins du Rwanda et de l'Ouganda, à près de 2 000 mètres d'altitude : Mbuzi, Runyonyi et Chanzu.

"Il est important que le M23 déclare la fin de la rébellion"

Mbuzi était tombée lundi à la mi-journée. Dans l'après-midi, des éléments de la Brigade d'intervention de la Mission des Nations unies pour la stabilisation de la RDC (Monusco) s'étaient joints aux forces gouvernementales pour pilonner au mortier les positions rebelles, après la mort de six civils tués par des chutes d'obus sur Bunagana [80 km au nord de Goma, la capitale du Nord-Kivu].

"Il est important que le M23 [...] déclare la fin de la rébellion. Les combats doivent cesser pour que les deux parties puissent négocier une issue politique à leur conflit", avait indiqué dans la soirée le chef de la Monusco, Martin Kobler, dans un communiqué.

Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku a déclaré que le chef militaire des rebelles, Sultani "Makenga [avait] fui vers le Rwanda". Et d'ajouter "son chauffeur vient de se rendre. Les rebelles ont fui au Rwanda."

Au début de l'offensive contre les derniers bastions rebelles, samedi, les combattants du M23 retranchés sur Mbuzi, Runyonyi et Chanzu étaient entre 200 et 300, selon les estimations.

Le M23 est né d'une mutinerie d'anciens rebelles, essentiellement tutsi, intégrés dans l'armée trois ans plus tôt après un accord de paix. Le Mouvement semble avoir été lâché par le Rwanda et l'Ouganda, les deux pays accusés par les Nations unies de le soutenir, et qui ont fait l'objet d'intenses pressions diplomatiques, notamment américaines, pour que cela cesse.

Congo's M23 rebels end rebellion, say ready to disarm

Tue Nov 5, 2013/Reuters

KINSHASA |

(Reuters) - The Democratic Republic of Congo's M23 rebel group declared an end to its 20-month rebellion on Tuesday and said it was ready to disarm and demobilize troops and pursue a political solution to end the crisis in the east of the country.

The M23 declaration was issued hours after government forces drove the rebel fighters out of their last two strongholds at around 3 a.m (7.00 p.m EDT) on Tuesday.

African leaders had urged the group to renounce their rebellion to allow the signing of a peace agreement with President Joseph Kabila's government.

The chief of general staff and the commanders of all major units are requested to prepare troops for disarmament, demobilization and reintegration on terms to be agreed with the government of Congo," M23 leader Bertrand Bisimwa said in a statement.

Congolese government spokesman Laurent Mende said many rebel fighters were surrendering after government soldiers seized control of Tshanzu and Runyoni. Mende said the Kinshasa government was ready to pursue peace talks.

"In a region that has suffered so much, this is obviously a significant positive step in the right direction," Russell Feingold, U.S. special envoy to the Congo and the Great Lakes region, told reporters at a briefing in Pretoria.

(Additional reporting by Pascal Fletcher in Pretoria; Writing by Richard Lough; Editing by Angus MacSwan)

UGANDA :

Bank of Uganda holds key lending rate

Date: Nov 04, 2013/Reuters

Bank of Uganda held its key lending rate at 12 percent on Monday, in line with market expectations, saying economic growth was near its long-term potential, while upside and downside risks to inflation were balanced.

Bank of Uganda Governor Emmanuel Tumusiime-Mutebile told a news conference private borrowing was picking up as lending rates offered by commercial banks edged lower.

The central banker said core inflation, which excludes food crops, fuel, electricity and metered water, was seen at 6.5-7.5 percent in the next 12 months before falling towards the bank's medium-term target of 5 percent in 2015.

"Given that ... real economic growth is now close to the economy's long-term potential of 6-7 percent growth, we believe that a neutral monetary policy stance is warranted," Tumusiime-Mutebile said.

Core inflation slowed to 7.2 percent in October from a revised 7.4 percent a month earlier.

Tumusiime-Mutebile said credit growth had now increased for four consecutive months.

"Average bank lending rates for shilling-denominated loans declined to 22.5 percent in September 2013 from 23.1 percent in the previous month, a reduction which should support further growth in bank lending," he said.

The Ugandan shilling was unmoved by the rate decision, trading at 2,516/2,526 at 1010 GMT, according to Thomson Reuters data. Reuters

SOUTH AFRICA :

South Africa can rise to much greater heights, says Gordhan

by Natasha Marrian/bdlive.co.za/novembre 04 2013

SOUTH Africa has the ability to rise to much greater heights than it has already, Finance Minister Pravin Gordhan said on Monday, adding however that there remained too much despair.

Speaking at the release of Goldman Sachs's report on the past two decades of freedom at the Nelson Mandela Foundation, Mr Gordhan reflected on the qualities of the leaders who fought for democracy and how the country was not reflecting these qualities today in addressing the challenges it faced.

"Hope and optimism characterised that generation (the Mandela generation), it is something we lack in South Africa ... there is too much despair," he said.

South Africa had to be "optimistic" about the fact that the country could overcome its challenges, instead of constantly "weeping into our hankies".

Persistence was another key characteristic lacking today. Mr Gordhan said we had to inculcate the value of "hard work". Changes did not come easily and required hard work and persistence, he said.

The Mandela generation was firm about its goal — to create a democratic, nonracial society — but once they were in government, they were able to adapt and were flexible.

"Standoffs and hard positions from anyone don't help," he said. Flexibility was key.

Inequality was a key challenge to deal with in South Africa but unfortunately many people "deluded" themselves about the issue.

"South Africans have a strange way of evading this reality," he said. The country required a lot more discourse on "inclusive growth".

"South Africa has the ability to rise to much greater heights than we have already," Mr Gordhan said.

The report by Goldman Sachs notes some major achievements South Africa has achieved since 1994, including gross domestic product (GDP) swelling from \$136bn in 1994 to \$400bn now;

access to electricity expanding from 58% to 85% of the population; and a strong improvement in living standards measures.

Key structural challenges identified included that 70% of those unemployed are younger than 34.

A key indicator of the inequalities still prevalent is that 85% of blacks in South Africa remain poor, while 87% of whites in the country are in the middle- and upper-income segments.

TANZANIA :

Tanzania minister defends anti-poaching campaign as ivory seized

Nov 4 2013 /thenewage.co.za

A Tanzanian minister under fire for a controversial suspended anti-poaching operation has praised police for their seizure of a huge haul of 706 elephant tusks.

"It means 353 elephants were killed to get all those tusks," Natural Resources and Tourism Minister Khamis Kagasheki told AFP, calling the seizure a "quite a big amount".

In the past two months, police and wildlife officers have cracked down on suspected poachers amid a surge of killings of elephant and rhino in the east African nation, in a campaign dubbed "Operation Tokomeza" or "Operation Terminate" which reportedly had a shoot-to-kill policy and allowed sweeping arrests.

But parliament on Friday suspended the campaign to allow investigation of reported seizure of property, torture and killing of suspects.

Kagasheki however defended the campaign, saying the seizure of such large amounts of ivory was a sign of its success.

"I admit that there is an ugly side in the operation, but what is happening now in arresting culprits and impounding tusks is part of the success of the operation," he said, refusing to step down over the conduct of the campaign.

Shortly after the campaign's launch Kagasheki was widely quoted in Tanzanian media as saying that "rangers are allowed to shoot to kill poachers."

Speaker of Parliament Anne Makinda told AFP Saturday the campaign had been suspended "indefinitely" and that a probe into its conduct would be launched this week.

Kagasheki said the ivory was seized on Saturday in Dar es Salaam from the house of three Chinese traders, who reportedly imported garlic from China and exported marine products from Tanzania.

He named the traders as Xu Fujie, Chen Jinzha and Huang Quin.

Kagasheki also praised police officers who reportedly turned down a 30 million Tanzanian shilling (18,750 dollar, 13, 900 euro) bribe to let them go free.

Poaching has risen sharply in Africa in recent years. Besides targeting rhinos, whole herds of

elephants have been massacred for their ivory.

Tourism is a key foreign currency earner for Tanzania, especially wildlife safaris to its world-famous parks that include the Serengeti and Ngorongoro crater.

The lucrative Asian black market for rhino horn has driven a boom in poaching across Africa.

Asian consumers falsely believe the horns, which have the same composition as fingernails, have powerful healing properties.

-Sapa-AFP

KENYA :

Kenya: four Somalis charged with helping terrorists who attacked Westgate shopping mall
04/11/euronews.com

Four Somali men have been charged with helping the al-Shabaab extremists who attacked a shopping mall, killing at least 67 people.

The four are accused of supporting a terrorist group by giving shelter to the attackers in their homes in the Somali neighbourhood of Eastleigh in Nairobi as well as being in Kenya illegally.

None of them is accused of being involved in the shooting. The Kenyan army has said all four of the attackers died during the siege.

There are still few details about how the September attack on the Westgate shopping centre was masterminded or how gunmen held off Kenyan security forces for four days during the siege.

Somali Islamic militant group Al Shabaab has said it carried out the attack in retaliation for the Kenyan army being in Somalia where it is part of an African peacekeeping force.

The accused were named as Mohamed Ahmed Abdi, Liban Abdullah Omar and Hussein Hassan. A fourth was identified as Adan Mohamed Ibrahim, although he was listed as using other aliases.

Their trial is expected to start on November 11. The men have been remanded in custody until then.

ANGOLA :

AU/AFRICA :

Mohamed Morsi se dit toujours président d'Égypte

Par : Merzak Tigrine/liberte-algerie.com/Mardi, 05 Novembre 2013

Fortes du soutien des États-Unis, qui ont réaffirmé la veille par la voix de John Kerry leur détermination à continuer à travailler avec les nouvelles autorités égyptiennes, ces dernières ont traduit hier devant un tribunal le président déchu Mohamed Morsi, dont le procès a été ajourné au 8 janvier 2014.

Quatre mois après sa destitution, le président islamiste Mohamed Morsi, qui a été traduit hier devant un tribunal pour le chef d'inculpation d'“incitation au meurtre” d'au moins 7 manifestants devant le palais présidentiel le 5 décembre 2012, n'a pas reconnu la légalité des juges. Entré sous les applaudissements et aux cris de “À bas le régime militaire !”, lancés par deux dirigeants de sa confrérie des Frères musulmans, Essam al-Erian et Mohammed al-Baltagui, présents à ses côtés dans le box grillagé des accusés, Mohamed Morsi a martelé à l'ouverture de son procès sous haute sécurité au coeur de l'Académie de police du Caire : “Je suis le président de la République et ce tribunal est illégal”. Mohamed Morsi, qui encourt la peine de mort dans ce procès, était arrivé tôt le matin au tribunal par hélicoptère. Face à cette situation les magistrats ont ajourné le procès au 8 janvier 2014. “C'était un coup d'État militaire, les leaders de ce putsch devraient être jugés”, a lancé aux juges du tribunal le président déchu apparemment en bonne santé dans un costume bleu sombre. Détenu au secret depuis sa destitution le 3 juillet, le seul chef d'État élu démocratiquement en Égypte a fait sa première apparition publique dans une salle d'audience où caméras et téléphones étaient bannis. Pour destituer Mohamed Morsi, l'armée s'est appuyée sur les millions d'Égyptiens descendus dans la rue quelques jours plus tôt pour réclamer le départ d'un président qu'ils accusaient d'accaparer les pouvoirs au profit de sa confrérie des Frères musulmans et de vouloir islamiser la société à marche forcée. Ses partisans, qui dénoncent un “procès politique”, ont commencé à se rassembler en plusieurs endroits du Caire notamment, où ont été déployés pour l'occasion 20 000 policiers et soldats. La mégapole de 20 millions d'habitants est déjà quadrillée depuis le 3 juillet par les chars de l'armée et d'innombrables barrages de police. En milieu de journée, des accrochages limités avaient lieu dans la journée devant la Cour de cassation dans le centre du Caire, partisans et opposants de Mohamed Morsi s'échangeant des jets de pierres. La police a tiré des gaz lacrymogènes pour les disperser, selon un correspondant de l'AFP sur place. Ses partisans avaient prévenu qu'ils ne reconnaissaient pas l'autorité des juges ni la légitimité d'un procès qu'ils qualifient de “politique”. Les avocats de M. Morsi ont annoncé qu'ils n'assisteraient au procès que “pour surveiller la procédure judiciaire”. Ce procès est un “test” pour évaluer la volonté des autorités intérimaires de respecter les droits de l'homme, a prévenu Amnesty International, estimant que si Mohamed Morsi n'avait pas droit à un procès juste “alors il serait permis de soulever des questions quant aux motivations cachées de ce procès”.

Billions of dollars for Sahel region in Africa announced

worldbulletin.net/05 November 2013 Tuesday

More than 8 billion dollars of investment announced by two international development agencies, World Bank Group and European Union, for troubled Sahel region in Africa between Atlantic Ocean and Red Sea.

World Bulletin / News Desk

On the eve of the historic visit of a joint un and World Bank (WB) mission to Sahel region in Africa, the World Bank Group pledged 1.5 billion in new regional investments over the next two years while European union promised 6.75 billion to six countries in the region over the next seven years.

The un Secretary-General Ban Ki-moon and WB President Jim Yong Kim, will visit Mali, Niger,

Burkina Faso, and Chad this week. They will be joined by Andris Piebalgs, European union Commissioner for Development, African union Commission Chairperson Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, and African Development Bank President Donald Kaberuka.

In a written statement dispatched to journalists by un Monday morning in New York it has been said the World Bank Group's pledges will support social safety nets to help cope with the worst effects of economic adversity and natural disasters, improve infrastructure and "create opportunities in rural areas."

The World Bank Group's funding in the region already worth several billion dollars, will create more hydropower and other sources of clean energy to greatly expand irrigation and transform agriculture; protect and expand pastoralism for more than 80 million people living in the Sahel region and also to improve regional connectivity between countries.

It also includes \$300 million from the IFC, the Bank Group's private sector arm, which will support economic development in several countries in the Sahel.

In addition, the Bank Group's MIGA, which provides political risk insurance, will provide 585 million dollars in guarantees over the next year for a gas project in Mauritania that exports power to Senegal and Mali.

In the same time the European union intend to support Burkina Faso, Mali, Mauritania, Niger, Senegal and Chad if that will be approved by the European Parliament and the European Council. For the period of next seven years EU will aim to help Sahel region's security and stability, development and resilience issues, including governance, rule of law, delivery of social services, agriculture and food security. The issues of regional trade and integration will be at the heart of the development programs over 2014-2020.

"The challenges in the Sahel respect no borders – neither should our solutions," Ban Ki-moon said last week. But the un chief stressed that "cycle of crises can be broken" so that "Sahel move from fragility to sustainability."

UN /AFRICA :

Arrivée du patron de l'ONU au Mali, début de sa tournée au Sahel

AFP /5 novembre 2013

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon est arrivé lundi au Mali, première étape d'une tournée qui le conduira dans trois autres pays du Sahel, a appris l'AFP à Bamako de source officielle.

M. Ban «est là actuellement, il est reçu par le Premier ministre» malien Oumar Tatam Ly, a indiqué un responsable du ministère malien des Affaires étrangères, sans plus de détails dans l'immédiat.

Cette visite, effectuée avec de hauts responsables de la Banque mondiale, de l'Union européenne (UE), de l'Union africaine (UA) et de la Banque africaine de développement (BAD), «s'inscrit dans le cadre d'une tournée dans la région du Sahel afin de discuter de la stratégie intégrée des Nations unies pour le Sahel avec les représentants des pays de la région», selon un communiqué de l'ONU annonçant le déplacement de Ban Ki-moon.

«La délégation aura l'occasion de rencontrer le président» malien «Ibrahim Boubacar Keïta ainsi que les membres de son gouvernement, et (d') échanger sur les questions sécuritaires, humanitaires et la mise en place d'un mécanisme de coordination de l'action à mener au Sahel», a précisé le communiqué.

Ban Ki-moon doit séjourner au Mali avec le patron du groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim, le commissaire de l'UE chargé du Développement Andris Piebalgs, la présidente de la Commission de l'UA Nkosazana Dlamini Zuma, et le président de la BAD Donald Kaberuka, selon un communiqué diffusé par la Banque mondiale. Tous doivent se rendre également au Niger, au Burkina Faso et au Tchad.

En visite lundi à Dakar, le patron de la Banque mondiale a expliqué que la visite sera consacrée notamment à la promotion de la paix et du développement au Sahel, région ayant enregistré ces dernières années des crises alimentaires et politiques.

«La raison essentielle de ce voyage, c'est de travailler entre le lien entre paix et développement. Il est clair que sans paix, il n'y a pas de développement, et sans développement, il n'y a pas de paix», a déclaré Jim Yong Kim.

D'après un récent document de la BM, «en 2012, environ 17 millions de personnes dans le Sahel ont été confrontées à l'insécurité alimentaire due à une combinaison de la sécheresse, l'accessibilité limitée aux denrées alimentaires, les prix élevés des céréales, la dégradation de l'environnement, les déplacements et les conflits».

La population globale de la région est estimée à environ 80 millions de personnes.

US/AFRICA :

US leads initiative to increase energy in Africa

By: SEM Contributor/sierraexpressmedia.com/November 5, 2013.

In five years' time, Africa might see significant improvements in energy, thanks to a US-led initiative called "Power Africa" unveiled by President Barack Obama during a recent three-nation visit to the continent. Students will be able to study after dark, clinics can keep their vaccines refrigerated and businesses can work normal hours.

The US government is leading the charge for Power Africa, helped by some American businesses and by organizations like the African Development Bank.

The initiative is part of a new US policy to focus on the continent's ability to support itself economically, politically and militarily, according to the Associated Press news agency. Observers say it veers from previous "aid-based" pledges in that its purpose is to encourage American businesses to invest. But these businesses will have to compete with China, Japan and Germany, which already have strong trade ties with Africa.

The US has pledged a \$7 billion investment over the next five years, and another \$9 billion is expected to come from the private sector, initially targeting six countries: Ethiopia, Ghana, Kenya, Liberia, Nigeria and Tanzania.

Sub-Saharan Africa needs more than \$300 billion to achieve universal access to electricity by 2030, according to the International Energy Agency, a body that advises the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) members on energy policy. The US's current effort is therefore seen by many analysts as a small but important step.

Although Africa is rich in oil, gas, coal and renewable energy resources, electricity is hard to come by, which traps people in poverty. The World Bank found that only 29% of sub-Saharan Africa's population has access to power. Furthermore, African manufacturing companies experience power outages 56 days per year on average, the bank notes.

Smaller projects like "socket balls," soccer balls with built-in generators, will also be part of the Power Africa initiative, Forbes adds. The water-resistant balls capture and store kinetic energy—the kind of energy an object has when it's in motion—to power LED lights, flashlights or cell phones. The invention, by two female Harvard University graduates, can also help reduce reliance on dangerous kerosene lamps.

CANADA/AFRICA :

AUSTRALIA/AFRICA :

EU/AFRICA :

Liège: visite du docteur congolais Denis Mukwege au CHU

mardi 5 novembre 2013/rtbf.be

Le docteur Denis Mukwege est un gynécologue congolais qui faisait partie des noms cités pour l'attribution du dernier prix Nobel de la paix. Il s'est fait connaître par les soins qu'il apporte aux femmes victimes de violences sexuelles dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Le docteur Denis Mukwege a créé un hôpital à Panzi au sud de Bukavu. En juillet dernier, il y avait reçu la visite du ministre de la Coopération au Développement, Jean-Pascal Labille. Un partenariat avec le CHU de Liège avait alors été évoqué. Un projet au centre de la visite et des discussions organisées à Liège.

Dans l'Est de la République Démocratique du Congo, le viol collectif et les mutilations génitales sont utilisées comme des armes de guerre. Ces actes ont des conséquences sur toute la société. Comme l'explique le docteur Denis Mukwege."Les victimes sont effectivement touchées psychologiquement et physiquement mais la communauté est touchée psychologiquement. Les enfants qui naissent issus du viol ont un traumatisme. Les maris, les enfants de la victime, toute la communauté".

Pour prendre en charge ces différentes catégories de victimes, 3 psychologues seulement oeuvrent à l'hôpital de Panzi. Le docteur Denis Mukwege espère qu'un partenariat avec l'Université de Liège et son Centre Hospitalier permettra de former les psychologues cliniciens qui lui font défaut, sur place.

Les violences sexuelles sur les femmes y persistent.

"Pour le moment, il n'y a aucune raison que cette arme cesse d'être utilisée, rappelle le docteur Denis Mukwege. Elle est efficace donc les groupes armés l'utilise pour terroriser la population, pour faire fuir la population. Tout simplement pour s'accaparer les richesses et les ressources".

Sur le plan personnel, Denis Mukwege a été victime d'une tentative d'assassinat il y a un an. Ses auteurs n'ont toujours pas été identifiés. Le docteur Mukwege ne cache pas qu'il est inquiet. Désormais, il vit dans son hôpital et il ne le quitte plus que rarement.

Martial Giot

CHINA/AFRICA :

China calls for positive response to pleas from Africa on Kenyan leaders' trials

English.news.cn / Editor: Zhu Ningzhu/Xinhua / 2013-11-05

UNITED NATIONS, Nov. 4 (Xinhua) -- China's top UN envoy on Monday urged the Security Council to respond "actively and positively" to the pleas of African countries with respect to the trials of Kenyan leaders.

Liu Jieyi made the statement at a press briefing here on the work program of the 15-nation UN body for November.

Liu said that council members have received a draft resolution co-sponsored by African countries on deferring the International Criminal Court (ICC) proceedings against Kenyan President Uhuru Kenyatta and his deputy, William Ruto.

Kenyatta, Ruto and radio journalist Joshua Sang face the ICC trial for their alleged roles in murders, deportation or forcible transfer of population, and persecution during Kenya's 2007-2008 post-election violence.

China is "a good friend and good partner of the African countries," Liu said. "We fully understand the concerns of the African Union and also the concerns of the Kenyan government."

"China supports the Security Council in actively and positively responding to the calls of the African Union and the Kenyan government," he added.

The Chinese envoy stressed that Kenyan leaders were democratically elected by the Kenyan people and their dignity should be fully protected and respected.

Therefore, the Security Council should "work to ensure that Kenyan leaders can concentrate on discharging their constitutional duties, including playing a very constructive regional role in peace and security and in countering terrorism and mediating regional issues," Liu said.

He also noted that international judicial bodies should fully respect a county's judicial sovereignty and also abide by norms governing international relations.

"Their jurisdiction should respect the judicial tradition and the actual needs of the country

concerned and also the needs of the larger region," Liu added.

The ICC on Thursday postponed the trial of Kenyatta to Feb. 5, 2014. However, African countries called for the ICC proceedings against Kenyan leaders to be deferred for one year.

INDIA/AFRICA :

Bharti Airtel to acquire Warid's Congo-Brazzaville operations

Tuesday, Nov 5, 2013/Agency: IANS/dnaindia.com

To strengthen its foothold in Africa, telecom service provider Bharti Airtel Tuesday said it has entered into "a definitive agreement" with the Warid Group to fully acquire its Congo operations, a company statement said here.

The agreement marks the second in-country acquisition by Airtel in Africa. It had acquired Warid's Uganda operations earlier this year. The latest acquisition will make Airtel the largest mobile operator in Congo-Brazzaville with around 2.6 million customers. At present, Airtel is the second largest operator in the country with over 1.6 million customers, while Warid is the third largest with around one million customers.

The statement said the agreement, which is subject to regulatory and statutory approvals aims to bring together the strengths of Airtel and Warid in Congo-Brazzaville and benefit customers in the form of affordable tariffs, superior 2G or 3G network, affordable voice and data services and superior customer care.

Existing Warid customers in Congo-Brazzaville will join Airtel's global network of over 280 million customers and become part of 'One Airtel' network with affordable roaming rates across Africa and South Asia.

"This acquisition is in line with our stated strategy of strengthening our market position through in-country acquisitions, as and when suitable opportunities comes along. We are at an advanced stage of successfully integrating Warid's Uganda operations with that of Airtel and look forward to a similarly swift transition in Congo-Brazzaville as well," said Manoj Kohli, managing director and chief executive officer (International), Bharti Airtel.

"As already demonstrated in Uganda, the merger will bring more value for the customers in the form of affordable data and roaming tariffs, innovative products, Airtel Money, world-class networks and customer care," he added.

With presence across 17 African countries, Airtel is the largest telecom service provider across the continent in terms of geographical reach and had over 66 million customers at the end of the quarter ended September 2013, the statement said.

BRAZIL/AFRICA :

EN BREF, CE 05 Novembre 2013... AGNEWS/ DAM, NY, 05/11/2013